

DÉSTABILISER LA RUSSIE : FRAUDES ET SANCTIONS AMÉRICAINES



JEREMY KUZMAROV *

Fin août 2020, l'administration Trump a étendu sa politique de sanctions contre la Russie à la petite ville est-allemande de Sassnitz. La ville était favorable au gazoduc russe de 11 milliards de dollars, le Nord Stream 2, qui doublera la capacité de transport du gaz naturel directement de la Russie vers l'Allemagne. Le port de Sassnitz fournit des équipements à un navire pipelinier russe qui participe à la construction du Nord Stream 2. Les habitants craignent que les sanctions ne coupent leur ville des États-Unis sur le plan commercial et ne l'excluent du système financier mondial, ce qui provoquerait une nouvelle récession.

L'administration Trump, avec le soutien de la Pologne et des pays baltes, s'est longtemps opposée au gazoduc, le considérant comme un instrument de pression russe sur l'Allemagne, l'Ukraine et l'Europe centrale, bien que les défenseurs du projet affirment que Washington cherche de façon insidieuse à vendre plus cher à l'Europe son gaz naturel liquéfié. Heiko Maas, la ministre allemande des Affaires étrangères, a déclaré que « l'administration américaine manque de respect envers le droit et la souveraineté de l'Europe à décider elle-même où et comment nous nous approvisionnons en énergie »¹.

* RESPONSABLE DE PUBLICATIONS DE COVERTACTION MAGAZINE.

¹ Melissa Eddy et Steven Erlanger, « German Port Faces Ruin Under U.S. Sanctions », *The New York Times*, 26 août 2020. Voir également : Steven Erlanger and Melissa Eddy, « Navalny Poisoning Raises Pressure on Merkel to Cancel Russian Pipeline », *The New*

Les remarques de Mme Maas soulignent la façon dont les sanctions économiques font partie d'un « grand jeu » mondial pour le contrôle des ressources énergétiques, qui se traduit par le piétinement de la souveraineté des nations. En pleine pandémie de Covid-19, l'administration Trump a annoncé de nouvelles mesures punitives presque quotidiennement, un quart des habitants de la planète vivant désormais dans des pays frappés par les sanctions américaines².

Les sanctions contre la Russie ont été étendues au 48^e Institut central de recherche du ministère russe de la Défense, qui a travaillé avec d'autres centres médicaux non militaires pour développer et tester le premier vaccin Covid-19 au monde, appelé Spoutnik V. L'institut de recherche a été ciblé en raison de son rôle présumé dans le programme de guerre chimique et biologique de la Russie, bien qu'il ait réussi à développer et à tester des vaccins contre le virus Ebola, le syndrome respiratoire du Moyen-Orient (MERS) et un vaccin antigrippal universel.

146 En avril, une société russe a envoyé des ventilateurs aux États-Unis dans le cadre de l'aide humanitaire, pour aider les hôpitaux débordés à traiter les patients atteints de coronavirus. Il a été révélé par la suite que cette entreprise russe était sous le coup de sanctions américaines depuis 2014³. Les faits ci-dessus mettent en évidence l'absurdité des sanctions américaines, qui ont été imposées ostensiblement pour des raisons de droits humains, mais qui sont préjudiciables aux droits humains et à la santé, et qui n'ont pas non plus fonctionné.

Les objectifs des sanctions américaines ont été décrits dans un rapport publié en 2019 par la RAND Corporation, le principal groupe de réflexion du Pentagone, intitulé « *Overextending and Unbalancing Russia* » (Pousser la Russie à la surextension et la déstabiliser). Ce rapport évalue comment un ensemble de mesures de politique étrangère – allant de l'encouragement des

York Times, 4 septembre 2020, A7. Le gazoduc Nord Stream 2 est actuellement terminé à 94 %.

² Ben Norton, « U.S. Sanctions Russian Research Institute That Developed Covid-19 Vaccine », *The Gray Zone Project*, August 28, 2020, <<https://thegrayzone.com/2020/08/28/us-sanctions-russian-research-institute-covid-19-vaccine/>>.

³ Norton, « U.S. Sanctions Russian Research Institute That Developed Covid-19 Vaccine. »

protestations internes à l'octroi d'une aide mortelle à l'Ukraine, en passant par l'affaiblissement de l'image de la Russie à l'étranger - pourrait affaiblir et déstabiliser la Russie. Les chercheurs du projet ont constaté que les « mesures économiques imposant des coûts » avaient des chances de succès particulièrement élevées. Elles comprennent une expansion de la production énergétique américaine, qui augmenterait l'offre mondiale et ferait baisser les prix mondiaux, ce qui nuirait à la Russie, ainsi que l'imposition de sanctions commerciales et financières plus sévères si ces sanctions étaient « globales et multilatérales »⁴.

Le président russe Vladimir Poutine est visé par les sanctions parce qu'il a restauré l'indépendance et la force économique de la Russie depuis l'époque de Boris Eltsine (1991-2000). Après la chute de l'Union soviétique, Eltsine a rapidement privatisé l'économie postsoviétique d'une manière qui a alimenté la corruption et profité à une nouvelle classe d'oligarques tout en appauvrissant les Russes ordinaires. Les industries d'État ont été vendues pour une fraction de leur valeur, et les programmes sociaux ont été détruits⁵. Eltsine a en outre approuvé l'élargissement de l'OTAN vers la frontière russe, que le leader du parti communiste Guennadi Ziouganov a comparé à un « Versailles » pour la Russie, une référence à la conférence de 1919 au cours de laquelle l'Allemagne a été humiliée par les alliés occidentaux⁶. Un conseiller du ministère des Affaires étrangères a déclaré que la Russie était traitée « comme une colonie » [des États-Unis], ce que Poutine a entrepris d'annuler⁷.

Au milieu des années 2000, Poutine avait commencé à restaurer la souveraineté économique de la Russie en poursuivant les oligarques corrompus, en bloquant la fuite des capitaux, en

147

⁴ James Dobbins et al. *Overextending and Unbalancing Russia : Assessing the Impact of Cost-Imposing Options*, Santa Monica, CA : RAND Corporation, 2019, disponible à cette adresse : <https://www.rand.org/pubs/research_briefs/RB10014.html>.

⁵ Voir Guy Mettan, *Creating Russophobia : From the Great Religious Schism to Anti-Putin Hysteria*, Atlanta : Clarity Press, 2017.

⁶ Luis José Rodrigues Leitaó Tomé, « Russia and NATO's Enlargement », NATO Research Fellowship Program, 1998-2000, Final Report, juin 2000, <<https://www.nato.int/acad/fellow/98-00/tome.pdf>>; Thomas Lippman, « Clinton, Yeltsin Agree on Arms Cuts and NATO », *The Washington Post*, 22 mars 1997, 2; Talbott, *The Russia Hand*, p. 243.

⁷ Angela Stent, *The Limits of Partnership : U.S.-Russian Relations in the 21st Century*, New Jersey : Princeton University Press, 2015, p. 25.

réaffirmant le contrôle russe sur la Banque centrale et les industries russes qui avaient été rachetées par des étrangers⁸. L'un des investisseurs qui a eu à souffrir de la nouvelle donne de Poutine a été William F. Browder, petit-fils de l'ancien chef du parti communiste Earl Browder et milliardaire propriétaire de fonds spéculatifs, qui est omniprésent dans les médias et dans les salles du gouvernement, poussant à l'institution de sanctions économiques contre la Russie.

En 2013, Browder a été déclaré coupable par un tribunal russe parce qu'il n'avait pas acquitté une dette de 552 millions de roubles d'impôts (16 millions de dollars) et pour avoir acheté illégalement des actions de Gazprom, ce qui lui a valu une condamnation par contumace à neuf ans de prison⁹. Il a accusé le gouvernement russe d'avoir commis une escroquerie fiscale de 230 millions de dollars contre sa société, Hermitage Capital, bien qu'il existe des preuves solides indiquant qu'il était, ainsi que ses associés, à l'instigation de la fraude massive. Son inlassable promotion des sanctions a été à son tour conçue comme un stratagème pour détourner l'attention. Les lobbyistes privés ont souvent joué un rôle important dans la conduite de la politique étrangère américaine. Mais ce qui est unique dans ce cas, c'est qu'un criminel en col blanc a contribué à lui seul à accroître le risque de guerre nucléaire mondiale.

Un nouveau champ de bataille pour les États-Unis

Les sanctions économiques peuvent être définies comme un « acte politique qui utilise des instruments économiques soit pour modifier la politique intérieure ou étrangère d'un État cible, soit pour saper et affaiblir l'autorité et l'efficacité de son gouvernement »¹⁰. Elles ont été adoptées dès 432 av. J.-C., lorsqu'Athènes les a appliquées contre les cités-États grecques qui avaient refusé de rejoindre la ligue délienne, dirigée par Athènes,

⁸ Chris Miller, *Putinomics : Power and Money in Resurgent Russia*, Chapel Hill : University of North Carolina Press, 2018.

⁹ Philip Giraldi, « Bill Browder Escapes Again », *Global Research*, 2 juin 2018, <<https://www.globalresearch.ca/bill-browder-escapes-again/5642767>>.

¹⁰ Richard Connolly, *Russia's Response to Sanctions : How Western Economic Statecraft is Reshaping Political Economy in Russia*, New York : Cambridge University Press, 2018, 11.

pendant la guerre du Péloponnèse¹¹. Selon Robert Blackwill et Jennifer Harris du Council on Foreign Relations, les États-Unis ont été le pays qui a imposé le plus de sanctions dans plus de 120 cas au cours du siècle dernier¹².

Après les attaques du 11 septembre, l'administration Bush a tenté d'utiliser les sanctions pour paralyser ce qu'elle considérait comme des banques voyous (*rogue*) qui finançaient le terrorisme ou des régimes voyous¹³. L'administration Obama a poursuivi dans la même direction en imposant des sanctions record, ciblant les gouvernements de gauche et d'autres qui défiaient les desseins mondiaux des États-Unis. Jack Lew, le secrétaire au Trésor d'Obama, a déclaré que les sanctions économiques sont « un nouveau champ de bataille pour les États-Unis, qui nous permet de poursuivre ceux qui nous veulent du mal sans mettre nos troupes en danger »¹⁴.

Les sanctions dirigées contre la Russie sont uniques, car c'est la première fois qu'elles sont appliquées contre un membre du Conseil de sécurité de l'ONU et un ancien membre du G-8. La norme habituelle est de cibler les nations faibles et vulnérables du tiers monde. L'autre facette distinctive est que les sanctions ont d'abord été à l'initiative d'un lobbying dirigé par un homme d'affaires qui avait été expulsé du pays visé et poursuivi pour criminalité en col blanc.

149

Le canular de Browder-Magnitsky

Les États-Unis ont inauguré les sanctions contre la Russie en décembre 2012 dans une action qui a marqué le début de la nouvelle guerre froide. Le président russe Vladimir Poutine a qualifié les sanctions américano-russes de « provocation » destinée à « saper l'avenir des relations américano-russes » et a déclaré qu'elles étaient

¹¹ Enrico Carisch, Loraine Rickard-Martin and Shawna R. Meister, *The Evolution of UN Sanctions: From a Tool of Warfare to a Tool of Peace, Security and Human Rights*, New York: Springer, 2017, p. 3; Donald R. Hickey, « American Trade Restrictions During the War of 1812 », *The Journal of American History*, vol. 68, n° 3, décembre 1981, p. 517-538.

¹² Robert Blackwill and Jennifer Harris, *War by Other Means: Geoeconomics and Statecraft*, Cambridge, MA: Harvard University Press, 2016, p. 138.

¹³ Blackwill and Harris, *War by Other Means*, p. 196-197.

¹⁴ Cité dans Thomas J. Wright, *All Measures Short of War: The Contest for the 21st Century and the Future of American Power*, New Haven: Yale University Press, 2017, p. 132.

« à courte vue et dangereuses » et constituaient une « ingérence manifeste dans nos affaires intérieures »¹⁵.

Avant cela, l'administration Obama avait mis en avant une politique de « *reset* » (réinitialisation) destinée à améliorer les relations américano-russes et qui avait abouti au nouveau Traité sur la réduction des armes stratégiques (START) limitant, bien que de façon marginale, le nombre de lanceurs de missiles nucléaires et balistiques et d'ogives nucléaires déployés par chaque partie. Lors des débats présidentiels de 2012, Obama avait dépeint son adversaire Mitt Romney en relique des années 1980 lorsqu'il avait suggéré que la Russie avait supplanté Al-Qaïda en tant que plus grande menace pour la sécurité nationale, disant à Romney que la guerre froide avait pris fin vingt ans auparavant¹⁶.

En décembre 2012, cependant, Obama a signé la loi Magnitski, un projet de loi d'abord promu par le sénateur Ben Cardin (démocrate du Maryland), qui visait à punir les responsables de la mort du soi-disant dénonciateur russe Sergei Magnitski. Curieusement, seuls sept des soixante individus ciblés avaient un rapport avec Magnitski, ce qui laisse entendre que Magnitski n'était qu'un prétexte¹⁷.

Magnitsky était, dit-on, l'avocat de Bill Browder il a été assassiné dans une prison russe de type Alcatraz (Byturka) après avoir dénoncé une escroquerie du gouvernement russe visant à voler aux contribuables 230 millions de dollars, en remplissant des déclarations fictives après avoir saisi la société de Browder. Browder a raconté cette histoire dans son *best-seller* de 2015, *Red Notice: A True Story of High Finance, Murder, and One Man's Fight for Justice*. Ce livre serait un bon thriller hollywoodien mettant en lumière la corruption du gouvernement et les abus du système judiciaire pénal russe, ainsi que le noble combat d'un « rouge »

150

¹⁵ Doug Palmer, « Obama Signs Trade, Human Rights Bill That Angers Moscow », *Reuters*, 14 décembre 2012, <<https://www.reuters.com/article/us-usa-russia-obama/obama-signs-trade-human-rights-bill-that-angers-moscow-idUSBRE8BD12620121214>>. Poutine a ajouté « qu'il regrettait qu'Obama ne puisse s'affirmer contre ceux ... qui voient notre pays non comme un partenaire mais comme un ennemi. »

¹⁶ Jeremy Kuzmarov, *Obama's Unending Wars*, Atlanta : Clarity Press, 2019, p. 221.

¹⁷ Jeremy Kuzmarov, *Obama's Unending Wars*, p. 227.

repenti qui abandonne sa lucrative carrière commerciale pour sauver son ami militant pris dans un cauchemar kafkaïen¹⁸.

Si seulement l'histoire était vraie

Un film placé sur liste noire, réalisé par Andrei Nekrasov et écrit par Torstein Grude, *The Magnitsky Act: Behind the Scenes* (Piraya Films) et un livre du gestionnaire de fonds spéculatifs Alex Krainer, *The Killing of William Browder: Deconstructing Bill Browder's Dangerous Deception* (Monaco: Equilibrium, 2017) ont révélé de graves incohérences dans l'histoire de Browder¹⁹.

Parmi celles-ci, il convient de noter que Magnitski n'était pas réellement un avocat, comme l'a affirmé Browder, mais un comptable fiscaliste. Il n'y a pas non plus de preuve que Magnitski ait été un lanceur d'alerte ; au contraire, il a été interrogé par les autorités russes comme suspect dans l'escroquerie fiscale de Browder. Au début des années 2000, Magnitski avait été engagé par Browder pour mettre en place une structure *offshore* dont les enquêteurs russes diraient plus tard qu'elle était utilisée à des fins d'évasion fiscale et d'achats illégaux d'actions pour la société Hermitage. En août 2019, la Cour européenne des droits de l'homme a statué que le gouvernement russe avait « de bonnes raisons d'arrêter Sergei Magnitski pour fraude fiscale de la part d'Hermitage »²⁰. Selon Andrei Nekrasov, Magnitski était un expert en « contournement des lois et règlements » qui stipulaient que les étrangers comme Browder devaient payer plus pour les actions et les rachats d'entreprises.

151

¹⁸ Bill Browder, *Red Notice: A True Story of High Finance, Murder, and One Man's Fight for Justice*, New York: Simon & Schuster, 2015.

¹⁹ Andrei Nekrasov and Torstein Grude, *The Magnitsky Act: Behind the Scenes*, Piraya Films, 2016 ; Alex Krainer, *The Killing of William Browder: Deconstructing Bill Browder's Dangerous Deception*, Monaco: Equilibrium, 2017. Voir également : Luci Komisar, « The Man Behind the Magnitsky Act: Did Bill Browder's Tax Troubles in Russia Color Push for Sanctions », *100 Reporters*, 20 octobre 2017.

²⁰ See link to Magnitsky's testimony: <<https://c4.100r.org/media/2017/10/Magnitsky-Testimonies-Oct-2006-June-2008-Oct-2008.pdf>>. Luci Komisar, « U.S. & UK Intensify Campaign Against Russia ; UK Harks Back to First Pillar of New Cold War, the Magnitsky Hoax », *Committee for East-West Accord*, July 6, 2020, <<https://www.thekomisarcoop.com/2020/07/u-s-uk-harks-back-to-first-pillar-of-new-cold-war-the-magnitsky-hoax/>>.

En 2016, Browder a été accusé par les autorités russes de meurtre dans la mort de Magnitski. La preuve à l'appui de l'accusation de meurtre est une communication interceptée venant des agences de renseignement occidentales, qui aurait révélé une opération appelée « Quake » destinée à « déclencher un scandale ou une nouvelle importante pour discréditer la Fédération de Russie aux yeux de la communauté internationale ».

Opérant sous le nom de code « Agent Solomon », M. Browder, avec le MI-6 britannique et le leader de l'opposition russe Alexei Navalny (alias « Agent Freedom »), aurait fait en sorte que « des intermédiaires du service pénitentiaire fédéral russe organisent la cessation de tout service médical pour Magnitski ». Des accusations similaires avaient déjà été diffusées à la télévision d'État russe, mais elles avaient été rejetées par des analystes indépendants parce qu'il s'était avéré que la communication comportait des fautes d'orthographe dues à une traduction russe défectueuse²¹.

Browder lui-même a changé son histoire à plusieurs reprises et a affiché un powerpoint trompeur du certificat de décès, bien que l'URL en bas indique qu'aucun signe de mort violente n'ait été détecté²². Le Dr Robert C. Bux, un expert médico-légal qui a rédigé un rapport sur la mort de Magnitski, a déclaré qu'il n'y avait aucune preuve que Magnitski ait été battu à mort, comme l'affirmait Browder²³.

La mère de Magnitski, Natalia, pense que la mort de son fils est due à la négligence du personnel pénitentiaire plutôt qu'à un meurtre. Confirmant cette évaluation, une commission russe qui a conduit au licenciement de vingt-et-un employés de la prison a conclu que Magnitski n'avait jamais été torturé en prison, mais qu'il était mort probablement d'un problème cardiaque et de la négligence du personnel de la prison, et non d'un meurtre²⁴.

²¹ Andrew E. Kramer, « Conspiracy Claims Devour Magnitsky Murder Inquiry », *The New York Times*, 23 octobre 2017.

²² Lucy Komisar, « U.S. & UK Intensify Campaign Against Russia ; UK Harks Back to First Pillar of New Cold War, the Magnitsky Hoax », Committee for East-West Accord, 6 juillet 2020, <<https://www.thekomisarscoop.com/2020/07/u-s-uk-harks-back-to-first-pillar-of-new-cold-war-the-magnitsky-hoax/>>.

²³ Komisar, « U.S. & UK Intensify Campaign Against Russia ».

²⁴ Nekrasov et Grude, *The Magnitsky Act*; Krainer, *The Killing of William Browder*; Shaun Walker, « Russia Drops Inquiry Into Death of Sergei Magnitsky », *The*

M. Nekrasov m'a dit dans une interview qu'il a parlé officieusement à un certain docteur Kratov de la prison de Mutyrka, qui a été inculpé et jugé en Russie pour négligence dans son traitement de Magnitski (il a été acquitté, mais traumatisé par l'expérience). Selon Nekrasov, « Kratov a dit que, selon lui, il y avait une possibilité que Magnitski ait effectivement été tué (il est mort d'une crise cardiaque officiellement), mais que, dans ce cas, seuls Browder et Cie auraient pu être derrière tout cela. Théoriquement, il est possible d'organiser un tel meurtre depuis l'extérieur d'une prison à Moscou, même si, à mon avis, il n'y a aucune preuve de ce fait dans notre cas. Ce qui est clair cependant, c'est que seul Browder a pu bénéficier de la mort de Magnitski, alors que les autorités avaient besoin de Magnitski vivant, comme témoin contre Browder »²⁵.

L'ambassade américaine n'a jamais soulevé de protestation significative pendant la période où Magnitski était en prison, et Browder n'a jamais discuté de son cas ou aidé à sa défense après son arrestation. Hermitage n'en a jamais fait mention sur son site web, faisant de Magnitski un martyr seulement plus tard²⁶. Lorsque j'ai demandé pourquoi l'ambassade américaine ne s'était jamais souciée du cas de Magnitski alors qu'il était encore en prison, les ambassadeurs John Beyrle et Michael McFaul ont refusé de répondre.

153

Une version étrangère d'un oligarque russe

Le livre de Browder, *Red Notice*, fournit des détails fascinants sur la façon dont Browder s'est rebellé contre sa famille de gauche en « portant un costume-cravate et en devenant capitaliste »²⁷. Après avoir obtenu son MBA à l'université de Stanford, Browder a travaillé pour la banque d'investissement Salmon Brothers, où il a transformé un investissement de 25 millions de dollars en bons de privatisation en Russie en un portefeuille d'actions de 125 millions de dollars. Il a ensuite créé sa propre société d'investissement,

Independent, 19 mars 2013, <<https://www.independent.co.uk/news/world/europe/russia-drops-inquiry-into-death-of-sergei-magnitsky-8541205.html>>.

²⁵ Entretien de l'auteur avec Andrei Nekrasov, octobre 2017.

²⁶ Nekrasov et Grude, *The Magnitsky Act*.

²⁷ Browder, *Red Notice*.

Hermitage Capital, avec l'aide du banquier syro-israélien Edmund Safra, propriétaire de la Republican National Bank de New York, qui avait vendu des dizaines de milliards de dollars en billets de banque de cette devise à des banques russes corrompues qui ont également profité du système des bons de privatisation.

En 2008, le journaliste du *New York Times* Clifford J. Levy a décrit Browder comme une « version étrangère des oligarques russes qui ont gagné leur fortune dans la privatisation de masse après la chute de l'Union soviétique »²⁸. Une grande partie de sa richesse a été obtenue par des moyens illicites. Il a été impliqué dans une escroquerie, par exemple, là où Hermitage a délocalisé ses entités dans la République de Kalmoukie, dans le sud de la Russie, qui offrait de faibles taux d'imposition et des incitations à l'embauche d'employés handicapés. Hermitage ne l'a fait que sur le papier²⁹.

La société mère d'Hermitage était la banque HSBC, un partenaire financier du milliardaire George Soros, qui a perdu des sommes encore plus importantes lorsque Poutine a pris le contrôle de la Banque centrale et de l'économie russes et semble utiliser Browder comme prête-nom. Son mentor Safra lui a dit de « ne pas hésiter à déclencher un scandale pour protéger ses intérêts ». Browder a apporté un soutien financier aux campagnes du sénateur du Parti démocrate du Maryland, Ben Cardin, par l'intermédiaire de Ziff Brothers, une société associée à Hermitage, qui a donné plus d'un million de dollars aux candidats du Parti démocrate aux élections de 2016 (Browder avait effectué des transactions boursières pour Ziff à Moscou et l'utilisait pour essayer d'acheter des actions de Gazprom, la grande société russe de gaz naturel). De 2013 à 2018, M. Cardin a également reçu 337 000 dollars de Lockheed Martin, 20 005 dollars de Northrop Grumman et 22 500 dollars en 2012 du groupe Carlyle. La source de son financement expliquerait de manière plausible son soutien au projet de loi Magnitski et à une étude russophobe du Sénat promouvant des mesures belliqueuses³⁰.

154

²⁸ Clifford J. Levy, « An Investment Gets Trapped in Kremlin's Vise », *The New York Times*, 24 juillet 2008, A16.

²⁹ Krainer, *The Killing of William Browder*.

³⁰ <<http://www.opensecrets.org/orgs/summary.php?id=D000000624>>.

John Hobson a souligné de façon notoire dans son ouvrage classique *Imperialism* de 1902 comment l'Empire britannique était dirigé par des élites financières cherchant des débouchés pour de nouveaux investissements et qui influençaient indûment la politique gouvernementale. En ce qui concerne les États-Unis, Hobson a écrit que « ce sont MM. Rockefeller, Pierpont Morgan, Hannah, Schwab et leurs associés qui ont besoin de l'impérialisme... parce qu'ils souhaitent utiliser les ressources publiques de leur pays pour trouver des emplois rentables pour le capital qui, autrement, seraient superflus »³¹.

M. Browder s'inscrit dans la même tradition en cette ère néolibérale. Lui et ses partisans ont extrêmement bien réussi à utiliser leurs richesses et leurs relations politiques pour influencer l'opinion publique contre Poutine et pour faire avancer la nouvelle guerre froide, dont la politique de sanctions est une pierre angulaire importante. À un moment donné, M. Browder a qualifié le secrétaire d'État John Kerry - un partisan tiède du Magnitsky Act - de « toutou de Poutine » et de partisan d'une « politique d'apaisement »³². Ce genre de langage empoisonné suggère que Browder fait partie d'une campagne politique planifiée, menée par de puissants intérêts financiers, et de « l'État profond », qui ont profité du pillage de la Russie dans les années 1990.

155

La nouvelle guerre froide et les « deux poids, deux mesures » des États-Unis

Après l'adoption de la loi Magnitski, Poutine a interdit l'adoption d'enfants russes par des étrangers et a ensuite expulsé de Russie plus de 750 diplomates américains³³. Les relations américano-russes se sont encore détériorées lorsque les États-Unis ont soutenu un coup d'État en Ukraine en février 2014 contre

³¹ John A. Hobson, *Imperialism : A Study*, London : James Nisbet & Co. Ltd., 1902 reprinted by Cambridge University Press, 2010, p. 83.

³² Krainer, *The Killing of William Browder*.

³³ Palmer, « Obama Signs Trade, Human Rights Bill That Angers Moscow » ; Neil MacFarquhar, « Putin Responds to Sanctions, Orders U.S. to Cut Diplomatic Staff », *The New York Times*, 30 juillet 2017. La Chambre basse du Kremlin a adopté une loi en réponse à la loi Magnitski interdisant aux Américains qui violent les droits des Russes d'entrer dans le pays. La loi a pris le nom de Dima Yakovlev, un garçon né en Russie ; il est mort à l'âge de 18 mois après que sa famille adoptive américaine l'avait laissé enfermé dans un véhicule en Virginie en 2008.

le dirigeant prorusse Viktor Ianoukovitch, qui a conduit à une poussée sécessionniste des provinces de l'Est et au déclenchement d'une guerre civile. La Russie a réagi en reprenant la Crimée après le vote des Criméens pour rejoindre la Russie, et en soutenant les rebelles de la guérilla dans l'est de l'Ukraine qui luttent contre le régime ukrainien soutenu par les États-Unis, qui avait le soutien du bataillon profasciste Azov³⁴.

L'intervention russe en Ukraine orientale et l'annexion de la Crimée ont servi de base à l'extension des sanctions contre la Russie, qui visaient les dirigeants de l'est de l'Ukraine et de la Crimée. En mars 2014, le président Obama a signé un décret condamnant la prise de possession de la Crimée par la Russie et imposant des sanctions aux personnes et entités considérées comme ayant sapé les « processus ou institutions démocratiques » de l'Ukraine³⁵. D'autres séries de sanctions ont visé deux séparatistes ukrainiens – Aleksey Naydenko et Vladimir Vysotsky – impliqués dans l'organisation d'élections dans l'Est séparatiste, que le département d'État américain a qualifiées de supercherie³⁶. Les Ukrainiens de l'Est avaient cependant un avis différent sur les élections. Les Criméens avaient entre-temps voté massivement pour rejoindre la Russie, tandis que le chef de la société de renseignement privée américaine Stratfor a déclaré à un journal russe que l'administration Obama était derrière « le coup d'État le plus manifeste de l'histoire de l'Ukraine »³⁷. Le manque de démocratie en Ukraine s'est manifesté par l'interdiction du parti communiste et l'emprisonnement du journaliste russo-ukrainien Kirill Vyshinski

156

³⁴ See Chris Kaspar de Ploeg, *Ukraine in the Crossfire*, Atlanta : Clarity Press, 2017.

³⁵ Connolly, *Russia's Response to Sanctions*, p. 62 ; Mark Landler, Annie Lowrey and Steven Lee Myers, « Obama Steps Up Russia Sanctions in Ukraine Crisis », *The New York Times*, 20 mars 2014 ; Karen de Young and Anne Gearam, « Obama Orders Sanctions Against People Who Impeded Democracy, Looted Assets in Ukraine », *The Washington Post*, 6 mars 2014.

³⁶ « U.S., Canada, EU Hit Russia With Fresh Sanctions Over Ukraine », *Al Jazeera*, 15 mars 2019.

³⁷ Elena Chernenko and Alexander Gubuev, « Stratfor's Chief's Most Blatant Coup in History », *Kommersant*, 20 janvier 2015), <<https://russia-insider.com/en/politics/stratfor-chiefs-most-blatant-coup-history-interview-translated-full/ri2561>> ; Richard Sakwa, *Frontline Ukraine : Crisis in the Borderlands*, London : I.B. Tauris, 2016 ; Dan Kovalik, *The Plot to Control the World : How the US Spent Billions to Change the Outcome of Elections Around the World*, New York : Hot Books, 2018, p. 140.

pour avoir mené une prétendue « guerre de l'information »³⁸, bien que des sanctions n'aient jamais été envisagées contre l'Ukraine.

Entre 2012 et 2019, les administrations Obama et Trump ont imposé plus de 60 séries de sanctions à des particuliers, des entreprises et des agences gouvernementales russes. En août 2018, le bureau du contrôle des avoirs étrangers du département du Trésor a répertorié 491 personnes et entités russes qui ont été touchées, contre 146 pour la Chine et 335 pour l'Iran³⁹. L'un des principaux facteurs à l'origine de ces chiffres est la révolution de la fracturation hydraulique et l'adoption de nouvelles méthodes de forage horizontal qui ont fait des États-Unis l'un des principaux producteurs d'énergie et ont réduit la dépendance vis-à-vis de la Russie et d'autres pays producteurs de pétrole, comme le Venezuela et l'Iran, qui peuvent désormais être écrasés par les sanctions⁴⁰.

En février 2019, les sénateurs Lindsey Graham (républicain de Caroline du Sud) et Robert Menendez (démocrate du New Jersey) ont présenté le *Defending American Security from Kremlin Aggression Act* (DASKAA), ou « projet de loi de sanctions d'enfer », dans un climat russophile en pleine expansion. Le projet de loi prévoit la désignation de la Russie comme « État favorisant le terrorisme » pour ses actions en Syrie et la mise sur liste noire des grandes banques d'État et des entreprises énergétiques russes, des restrictions sur les nouvelles transactions de la dette souveraine russe et les importations d'uranium russe, et de nouvelles sanctions sur les personnalités politiques et les oligarques russes. Menendez a déclaré à Reuters que le projet de loi était « la prochaine étape

157

³⁸ See Kirill Vyshinsky and Eva Bartlett, « “They Just Want Me in Prison” : Eva Bartlett Interviews Jailed Ukrainian Journalist Kirill Vyshinsky », *Global Research*, 4 mars 2019, Mintpress News, February 25, 2019, <<https://www.globalresearch.ca/jailed-ukrainian-journalist-kirill-vyshinsky/5670332>> ; « Ukraine Bans Communist Party for Promoting Separatism », *The Guardian*, 17 décembre 2015.

³⁹ Lire Kirill Vyshinsky and Eva Bartlett, « “They Just Want Me in Prison” : Entretien d'Eva Bartlett avec le journaliste ukrainien emprisonné Kirill Vyshinsky », *Global Research*, 4 mars 2019 ; *Mintpress News*, 25 février 2019, <<https://www.globalresearch.ca/jailed-ukrainian-journalist-kirill-vyshinsky/5670332>> ; « Ukraine Bans Communist Party for Promoting Separatism », *The Guardian*, 17 décembre 2015.

⁴⁰ John Bellamy Foster, Hannah Holleman, and Brett Clark, « Imperialism in the Anthropocene », *Monthly Review*, juillet-août 2019, p. 79 ; Jude Clemente, « Does the U.S. Import Oil from Russia ? », *Forbes Magazine*, 18 avril 2019. Russian imports in oil to the U.S. decreased by forty percent between 2011 and 2019.

pour serrer la vis au Kremlin et pour porter la pleine condamnation du Congrès américain afin que Poutine comprenne enfin que les États-Unis ne toléreront plus son comportement »⁴¹.

Le 24 septembre 2020, un autre projet de loi de sanctions sévères, intitulé « Tenir la Russie responsable des activités malveillantes », a été présenté par cinq éminents sénateurs – Chris Coons (démocrate du Delaware), Marco Rubio (républicain de Floride), Ben Cardin (démocrate du Maryland), Mitt Romney (républicain de l’Utah) et Chris Van Hollen (démocrate du Maryland) en réponse à l’empoisonnement présumé de la figure d’opposition russe Alexei Navalny, bien que la preuve de celui-ci n’ait jamais été fermement établie⁴². Coons a affirmé, comme autre justification, que la Russie menait des activités malveillantes en Biélorussie. Cependant, c’est une organisation américaine, le *National Endowment for Democracy* (NED), qui a dépensé plus de trois millions de dollars pour jeter les bases de la révolution de couleur dirigée contre le président socialiste Alexandre Loukachenko⁴³.

Le projet de loi « Tenir la Russie responsable des activités malveillantes » s’inscrit dans un schéma inquiétant où des sanctions ont été instituées en réponse à des allégations non fondées⁴⁴.

⁴¹ Patricia Zengerle, « U.S. Senators Introduce Russia Sanctions “Bill from Hell” », *Reuters*, August 2, 2018.

⁴² « U.S. Senators Propose Sanctions Against Russian Officials Due to Navalny Situation », *TASS Russian News Agency*, 24 septembre 2020, <<https://tass.com/world/1204841>> ; Andrea Peters, « Russian Oppositionist Alexei Navalny Flown to German Hospital After Doctors Dispute Poisoning Claim », *World Socialist Web Site*, 22 août 2020, <<https://www.wsws.org/en/articles/2020/08/22/nava-a22.html>> ; Roger Harris, « NYT Releases Sequel of Putin the Poisoner: The Incredible Case of M. N » , *Counterpunch*, 29 septembre 2020, <<https://www.counterpunch.org/2020/09/29/nyt-releases-sequel-of-putin-the-poisoner-the-incredulous-case-of-mr-n/>>. Les médecins d’Omsk, en Sibérie, où Navalny a été transporté après que son vol ait effectué un atterrissage d’urgence, pensaient qu’il souffrait d’un trouble métabolique causé par une baisse du taux de sucre. Alexandre Murakovsky, le médecin-chef du service des urgences de l’hôpital, a déclaré à la presse qu’ils n’avaient pas trouvé de poison.

⁴³ See Jeremy Kuzmarov, « Underreported New Cold War Battleground in Belarus May Spark Dangerous Conflagration Between U.S. and Russia », *CovertAction Magazine*, 20 août 2020, <<https://covertactionmagazine.com/2020/08/20/underreported-new-cold-war-battleground-in-belarus-may-spark-dangerous-conflagration-between-u-s-and-russia/>>.

⁴⁴ Un autre exemple est la Corée du Nord où les sanctions ont été renforcées après que le leader nord-coréen Kim Jong-un a été accusé d’avoir tué son demi-frère

L'administration Trump avait déjà adopté une série de sanctions en réponse à l'utilisation présumée de gaz neurotoxique par Poutine pour empoisonner Sergueï Skirpal, un ancien officier des services de renseignement militaires russes, et sa fille Ioulia, ce qui, selon des enquêteurs indépendants, faisait partie d'un coup monté orchestré par les services de renseignement britanniques⁴⁵. Avant cela, l'administration Obama avait imposé une nouvelle série de sanctions après que les troupes russes eurent soi-disant abattu un avion de ligne malaisien. Un incendie près du site du crash a cependant détruit des preuves clés qui auraient pu impliquer l'armée ukrainienne, et les États-Unis ont caché des preuves aux enquêteurs⁴⁶.

Impact économique des sanctions

Les conséquences des sanctions économiques ont été assez graves pour la Russie. Trente-neuf pour cent des chefs d'entreprise russes ont déclaré que les sanctions nuisaient à leurs affaires et ont dit aux gouverneurs régionaux qu'elles créaient de sérieux problèmes pour le secteur du pétrole et du gaz⁴⁷. Les prix des

159

Kim Jong-nam à l'aéroport international de Kuala Lumpur, bien qu'une enquête malaisienne n'ait pas trouvé de preuve de l'implication de Kim Jong-un. Une autre série de sanctions a été imposée lorsque les services de sécurité nord-coréens ont été accusés d'avoir tué un touriste américain, Otto Wambier, bien que la preuve que Wambier a été torturé n'ait jamais été fermement établie et qu'il soit peut-être mort de ses propres problèmes de santé. Lire : A.B. Abrams, *Immovable Object: North Korea's 70 Years at War with American Power* (Atlanta : Clarity Press, 2020).

⁴⁵ Voir Robert Stevens, « One Year Since the Skirpal Poisoning », *World Socialist website*, 5 mars 2019, <<https://www.wsws.org/en/articles/2019/03/05/skri-m05.html>> ; James O'Neill, « The Strange Case of the Russian Spy Poisoning », *Consortium News*, 13 mars 2018 ; Gareth Porter, « An Alternative Explanation to the Skirpal Mystery », *Consortium News*, 17 avril 2018 ; Gareth Porter, « Another Dodgy British Dossier : The Skirpal Case », *Consortium News*, 21 avril 2018. Au moment où nous écrivons ces lignes, la nouvelle administration Biden envisage une nouvelle série de sanctions en représailles à l'empoisonnement présumé du leader de l'opposition Alexei Navalny par le gouvernement russe, qui n'a jamais été vérifié non plus.

⁴⁶ See Robert Parry, « Fake Evidence Blaming Russia for MH-17 », *Consortium News*, 18 mai 2015 ; Robert Parry, « MH-17 Case Slips into Propaganda Fog », *Consortium News*, 9 juillet 2015 ; Robert Parry, « Flight 17 Shoot-Down Scenario Shifts », *Consortium News*, 3 août 2014 ; « MH-17 Call for Justice », Bonanza Media, 16 juillet 2019, <<https://www.youtube.com/watch?v=wkDWwYk4-Ho>>.

⁴⁷ Evgenia Pismennaya, « Russian Business Says Sanctions Hurt Despite Kremlin Optimism », *Bloomberg*, 27 novembre 2018 ; Jack Stubbs, Polina Nikolskaya,

denrées alimentaires ont explosé, le prix du chou a doublé et celui du porc a augmenté de près d'un tiers⁴⁸. Le FMI a estimé que les sanctions liées à l'invasion de l'Ukraine en 2014 coûteraient à la Russie entre 1 et 1,5 % du PIB à la mi-2015⁴⁹. Lors d'une réunion à Saint-Petersbourg, M. Poutine a déclaré que la Russie avait perdu plus de 160 milliards de dollars en raison de l'impact des sanctions sur les investissements étrangers⁵⁰.

L'analyste politique du Brookings Institute, Thomas J. Wright, souligne que les sanctions combinées à la chute des prix du pétrole ont contribué à l'effondrement du rouble russe, dont la valeur est passée de 34 roubles pour un dollar le 1^{er} juillet 2014 à 69 pour un le 30 janvier 2015. Cela a entraîné une inflation importante qui a rendu les importations plus chères et a fait baisser les revenus et les salaires. Des réductions des dépenses ont été initiées dans les domaines de la santé et de l'éducation, s'inscrivant dans un schéma où les gouvernements transfèrent le fardeau économique des sanctions aux groupes les plus pauvres et les plus marginalisés. Le produit intérieur brut (PIB) russe s'est contracté de 4,6 % entre juillet 2014 et juillet 2015 – sa plus forte baisse depuis 2009. L'inflation a atteint 11,4 % en 2014 et 15,8 % par an en août 2015. Le niveau de vie a chuté pour la première fois depuis les années 1990. Les rendements boursiers ont diminué de 6,5 %. Les voyages aériens internationaux ont chuté de 20 %, les ventes de voitures ont diminué de 36 % et les magasins ont cessé de stocker de nombreux produits alimentaires occidentaux.⁵¹

« "Russia in the Doldrums ?" New U.S. Sanctions to Weigh on Recovery », *Reuters*, 9 avril 2018.

⁴⁸ Michael Birnbaum, « A Year into the Conflict with Russia are Sanctions Working ? », *The Washington Post*, 27 mars 2015.

⁴⁹ Peter Harrell, « How to Hit Russia Where it Hurts : A Long-Term Strategy to Ramp Up Economic Pressure », *Foreign Affairs*, janvier 2019.

⁵⁰ Bow Group Research Paper, « The Sanctions on Russia », août 2015, p. 9, <<http://www.bowgroup.org/sites/bowgroup.uat.pleasetest.co.uk/files/Bow%20Group%20-%20Sanctions%20on%20Russia%20-%20Adriel%20Kasonta.pdf>>.

⁵¹ Wright, *All Measures Short of War*, p. 135 ; Bow Group Research Paper, « The Sanctions on Russia », p. 9 ; The World Bank in the Russian Federation, « The Dawn of a New Economic Era ? », n° 33, avril 2015 ; Rober Pape, « Why Economic Sanctions Do Not Work », *International Security*, p. 22, p. 2 (Fall 1997), p. 106 ; Chris Miller, *Putinomics : Power and Money in Resurgent Russia*, Chapel Hill : University of North Carolina Press, 2018, p. 160 ; Konstantin A. Kholodiln and Aleksei Netsunajev,

La réaction de Poutine

L'expert en sanctions Richard Connolly souligne le fait que le régime Poutine « a utilisé une série d'outils et de ressources pour protéger les secteurs ciblés des pires effets (des sanctions) ». Il s'agissait notamment d'une évolution vers « un plus grand recours aux ressources nationales – ou russification – et l'établissement de relations plus étroites avec les pays non occidentaux ». Selon Connolly, la réponse de l'État russe aux sanctions a été « coordonnée, substantielle et sophistiquée »⁵². Elle a été rendue possible par la croissance économique rapide qui avait été réalisée auparavant, ce qui a entraîné un gonflement des recettes fiscales du gouvernement et la reconstruction des capacités de l'État de l'époque soviétique⁵³.

En août 2015, Poutine a formé une commission du gouvernement russe pour la substitution des importations, présidée par l'ancien président Dmitri Medvedev. Denis Mamturov, le ministre de l'Industrie et du Commerce, a présenté un plan détaillé qui comprenait plus de 2 000 projets dans 19 branches de l'économie dans le but de réduire la part des biens importés. 235 milliards de roubles (4,5 milliards de dollars) ont été alloués pour être pris directement sur le budget fédéral au cours des cinq prochaines années, grâce à la mise en place d'un système de crédits d'impôt et de prêts avantageux pour certaines entreprises. Selon M. Mamturov, à l'été 2017, 22 secteurs de l'économie recevaient une aide de l'État pour stimuler la substitution des importations.

Au même moment, Poutine a commencé à contester la propriété étrangère directe sur des secteurs clés de l'économie russe visés par les sanctions. Il a lancé un processus de nationalisation des compagnies pétrolières privées, qui produisaient des technologies de production pétrolière, a redéfini les accords de partage de la production qui privilégiaient les compagnies étrangères, que Poutine a qualifiés de « coloniaux », et a ramené sous le contrôle étroit de l'État les grands géants énergétiques russes, Yukos, Sibneft

161

« Crimea and Punishment: The Impact of Sanctions on Russia's Economy and Economies of the Euro Area », *Baltic Journal of Economics*, p. 19, 1^{er} mars 2019.

⁵² Connolly, *Russia's Response to Sanctions*, p. 4.

⁵³ Connolly, *Russia's Response to Sanctions*, p. 121 ; Miller, *Putinomics*.

et Gazprom⁵⁴. Grâce à ces mesures, la production de pétrole et de gaz en Russie est restée à un niveau égal ou supérieur à celui qui existait avant les sanctions⁵⁵.

Le soutien de Poutine au développement des équipements d'extraction de l'énergie en Russie par le biais de financements directs de l'État et de prêts subventionnés, qui ont été utilisés pour compenser la dépendance aux importations, a été crucial. Les entreprises russes ont commencé à produire leur propre équipement de géonavigation intelligent utilisé pour le forage, et Poutine a approuvé en octobre 2014 la création d'une entreprise publique de services pétroliers, RBC, dont le but était de dupliquer les services fournis par Haliburton et Baker Hughes⁵⁶.

Selon Connolly, la stratégie de subventionnement direct de l'industrie par l'État « constituait une déviation de la trajectoire précédente de la politique économique qui avait largement laissé l'industrie aux aléas du marché »⁵⁷. La production annuelle d'équipements pétroliers et gaziers a augmenté de 4 % en 2015 suite à la répudiation de la doctrine néolibérale et de 14 % en 2016⁵⁸. En 2018, les exportations pétrolières de la Russie ont atteint 130 milliards de dollars, soit une augmentation de près de 40 % par rapport à l'année précédente⁵⁹.

Un modèle de croissance a été observé dans d'autres industries, notamment les industries pharmaceutiques et automobiles, qui ont produit 79 % des voitures vendues en Russie en 2016⁶⁰. En 2017, 85 % des appareils ménagers russes étaient produits sur place et les entreprises russes développaient leurs propres produits technologiques de pointe tels qu'une pelle hydraulique utilisée

⁵⁴ Connolly, *Russia's Response to Sanctions*, p. 71, p. 72, p. 73, p. 74, p. 75.

⁵⁵ Connolly, *Russia's Response to Sanctions*, p. 107.

⁵⁶ Andrew E. Kramer, «The 'Russification' of Oil Exploration», *The New York Times*, 29 octobre 2014.

⁵⁷ Connolly, *Russia's Response to Sanctions*, p. 92. Rosneft a pu acquérir des entreprises spécialisées dans le forage et a intensifié ses propres efforts, avec des subventions de l'État, pour renforcer ses propres compétences techniques internes en matière de forage horizontal et de fracturation.

⁵⁸ Connolly, *Russia's Response to Sanctions*, p. 112.

⁵⁹ Jude Clemente, «Does the U.S. Import Oil from Russia?», *Forbes Magazine*, 18 avril 2019.

⁶⁰ Jon Hellevig, «Russia's Import-Substitution – Impressive results by Carrots and Sticks», *Arawa*, 26 juillet.

dans les mines, un laser à fibre de thulium pour les applications chirurgicales et des bulldozers de haute qualité technique qui étaient abordables en roubles⁶¹. Le régime de Poutine a également soutenu le développement d'un nouveau système de paiement par carte bancaire, appelé Mir, pour assurer la souveraineté des paiements nationaux après que Visa et Mastercard eurent cessé de servir certaines banques russes, et a mis en place un système de transaction alternatif appelé Swift⁶².

Les agriculteurs russes ont été les grands gagnants de la politique de substitution des importations adoptée par Poutine, puisque la part des denrées alimentaires importées en Russie est passée de 25 à 10 % après l'institution des sanctions et que le pays est devenu le premier exportateur mondial de blé. La Russie est également devenue presque autosuffisante en sucre et en produits carnés, un fabricant de fromage a triplé sa production et la production nationale a remplacé les importations de porc et de poulet⁶³.

Le *New York Times* a rapporté en mars 2020 que la nouvelle autosuffisance de la Russie dans le domaine de l'agriculture, combinée à une réduction de la dette et à des réserves financières importantes, avait permis au pays de mieux résister aux chocs économiques engendrés par le coronavirus. Les 600 milliards de dollars de réserves d'or et de devises ont été constitués en partie grâce à une politique consistant à inscrire au budget une estimation artificiellement basse du prix mondial du pétrole, tous les impôts sur les bénéfices supérieurs à ce niveau étant versés dans la tirelire nationale. En raison de l'autosuffisance du pays en matière d'agriculture, le gouvernement peut maintenant la dépenser pour la reprise économique plutôt que de devoir soutenir le rouble pour maintenir les aliments importés à un niveau abordable⁶⁴.

163

⁶¹ Hellevig, « Russia's Import Substitution – Impressive results by Carrot and Stick ».

⁶² Hellevig, « Russia's Import Substitution – Impressive results by Carrot and Stick ».

⁶³ Judy Twigg, « Russia is Winning the Sanctions Game », *The National Interest*, 14 mars 2019 ; Andrew E. Kramer, « Thanks to Sanctions, Russia is Cushioned from Virus' Economic Shocks », *The New York Times*, 20 mars 2020. Certains journalistes russes ont souligné un motif cynique possible derrière les interdictions d'importation de denrées alimentaires, dans la mesure où le ministre de l'Agriculture Alexandre Tkachev et d'autres hauts fonctionnaires possédaient de grandes entreprises agroalimentaires, qui bénéficiaient des nouvelles politiques. Miller, *Poutinomics*, p. 148.

⁶⁴ Kramer, « Thanks to Sanctions, Russia is Cushioned from Virus' Economic Shocks ».

En ce qui concerne la géopolitique, Poutine a utilisé avec succès le contexte des sanctions pour faire avancer son idée d'une union eurasienne liant les économies d'Asie centrale à la Russie⁶⁵. Gazprom n'a payé qu'un dollar pour prendre le contrôle de la compagnie de gaz kirghize, aujourd'hui appelée Gazprom Kirghizistan, dans le cadre d'un accord assorti d'investissements similaires de l'État russe dans les secteurs nucléaire, hydroélectrique et pétrolier dans l'ensemble de « l'étranger proche » russe⁶⁶. Poutine a également étendu ses relations commerciales avec la Chine. En 2018, les échanges commerciaux entre les deux pays ont atteint 108 milliards de dollars.

Lorsque le Premier ministre chinois Xi Jinping a visité la Russie en juin 2019, Poutine l'a emmené faire un tour en bateau dans la ville historique de Saint-Pétersbourg pour consolider l'alliance mutuelle. Les États-Unis, jaloux, ont réagi en mettant en scène un incident au cours duquel le croiseur américain *Chancellorsville* a frôlé un navire russe dans la mer des Philippines, tout en faisant croire que la Russie s'était livrée à des manœuvres provocatrices (une photo montrait deux marins russes en train de prendre un bain de soleil, ce qui a démenti cette dernière affirmation)⁶⁷. L'objectif des États-Unis était d'orienter l'opinion mondiale contre la Russie pour justifier sa politique belliqueuse, mais cette politique n'a pas fonctionné.

Kirill Dmitriev, PDG du Fonds d'investissement direct de la Russie, a déclaré à CNBC que les « sanctions nuisent plus aux États-Unis qu'à la Russie », en grande partie parce que « beaucoup de gens s'éloignent du dollar, parce que beaucoup de transactions en dollars sont limitées »⁶⁸. Ces commentaires illustrent bien comment la politique de sanctions a non seulement échoué à atteindre ses objectifs déclarés d'affaiblissement de la Russie et de dissuasion de son intervention en Ukraine, mais s'est retournée contre l'économie

⁶⁵ See Alexander Dugin, *Putin v. Putin: Putin Viewed from the Right* (Arktos Media, 2012).

⁶⁶ Blackwill and Harris, *War by Other Means*, p. 85. Un ancien député kirghize s'est inquiété du fait que son pays était en train de devenir un « État client » du Kremlin.

⁶⁷ Andrew Higgins, Megan Specia and Thomas Gibbons-Neff, « U.S. and Russian Ships Narrowly Miss Colliding in Philippine Waters », *The New York Times*, 8 juin 2019, A10.

⁶⁸ Holly Ellyatt, « Sanctions on Moscow Hurt the U.S. Long-Term, Russia's Wealth Fund Head Says », *CNBC*, 23 janvier 2019.

DÉSTABILISER LA RUSSIE : FRAUDES ET SANCTIONS AMÉRICAINES

américaine et lui a causé du tort. La réaction largement efficace de Poutine aux sanctions a empêché ses concurrents politiques de s'affirmer contre lui⁶⁹. En février 2015, alors qu'il était diffamé dans les médias occidentaux, Poutine a été incroyablement classé comme l'homme politique le plus populaire au monde⁷⁰. Cet honneur met à nu la nature grotesque de la politique de sanctions dont le principal résultat a été d'aggraver les tensions entre les États-Unis et la Russie et de contribuer au climat dangereux de la nouvelle guerre froide, où le risque de confrontation nucléaire s'accroît de jour en jour.

Traduction de l'anglais : Pierre Guerlain

Résumé :

L'auteur se propose de montrer l'ampleur des sanctions américaines imposées à la Russie sous divers prétextes souvent fallacieux et de présenter les milieux souvent glauques, voire maffieux, qui sont à la manœuvre du côté états-unien. Il précise l'impact de ces sanctions sur l'économie russe qui s'apparente à une nouvelle « guerre froide » et cerne la stratégie de Poutine pour les contrarier.

165

⁶⁹ Per Leander and Alexey Sakhrin, « Russia's Trump », *Jacobin*, July 11, 2017.

⁷⁰ Zachary Davies Boren, « The World's Most Popular Politicians : Putin's Approval Rating Hits 86% », *The Independent*, 27 février 2015.